



À Laon, le 28/04/2020

Madame la directrice, Monsieur le Préfet de l'Aisne,

Nous connaissons actuellement une crise sanitaire inédite dans l'histoire récente de notre pays. Si cette période n'invite pas à la polémique, c'est une évidence pour nous tous, elle n'interdit à personne de constater et de proposer.

La CGT Finances Publiques de l'Aisne constate l'importance des missions qui sont les nôtres. Face à la crise actuelle, la Fonction Publique d'État montre encore une fois qu'elle répond présente et est seule en mesure d'assurer une continuité de fonctionnement de service. Nous ne pouvons que constater la faiblesse du secteur privé face à cette crise. Qu'en serait-il de la capacité de l'État à réagir si l'ensemble des réformes, fusions ou transferts au privé avaient été menées jusqu'à leur terme avant le commencement de la crise sanitaire.

Mais pour nous comme pour l'ensemble de la population du pays, la question de l'après est essentielle.

Pour la CGT Finances Publiques de l'Aisne, cette crise remet en cause bien des « certitudes et organisations » qui nous sont imposées depuis trop longtemps. Il semble évident que la présence de fonctionnaires d'État sur les territoires ne peut continuer de s'éroder. Le maillage territorial, la proximité de l'usager, tout cela doit être valorisé. Nous ne pouvons que constater que les maisons « France services » ou autres « MSAP » ne sont d'aucune utilité et ne permettent en aucun cas d'assurer la continuité du service public et avec lui le fonctionnement de l'État.

Vous avez l'occasion de constater ce que nous n'avons cessé de plaider, seuls les services de pleines compétences sont utiles. La volonté d'éloigner les services des usagers et des lieux de vie des agents est une aberration. Que dire des fusions et créations de services départementaux. Ces « supers structures » en open-space sont aujourd'hui inopérantes et vous place dans l'impossibilité matérielle d'assurer la sécurité des agents et donc de ré-ouvrir les services. Les marguerites ont fait leur temps, le principe de précaution vous obligera bientôt à revenir à des organisations plus traditionnelles de l'espace de travail.

Que dire enfin des suppressions de postes qui frappent nos services depuis trop longtemps. Elles sont le reflet de décisions comptables, ces mêmes décisions qui conduisent notre Nation à voir ses hôpitaux sous extrême tension. Un État incapable de fournir de simple masques au commencement de la crise... Les fermetures d'hôpitaux, de services, de lits... Ce sont les mêmes logiques que nous subissons dans notre ministère, certes moins médiatiques, mais tout aussi dangereuses dans cette période d'instabilité économique et monétaire.

Le président Macron lors de sa dernière intervention en date, à semble t'il ouvert les yeux sur l'importance des petites mains. Tous ceux qui sans rémunérations excessives, parfois faibles, sans reconnaissance particulière, font tourner le pays. Ceux que l'on n'écoute pas ou

si peu et qui sont pourtant les premiers à « payer » les crises, à devoir faire les « efforts ». Nos agents sont de ceux-là. Sans eux, pas d'entrer d'argent, sans leurs mains, pas d'aides aux entreprises, sans eux, pas de salaires pour les soignants, pas de bons de secours pour les plus fragiles, pas de liquidités pour les commandes ...

Il est sans aucun doute terriblement triste qu'il faille une crise de cette ampleur pour révéler aux yeux de l'exécutif que nous sommes tout sauf une charge. Que nous sommes les véritables forces vives du pays, celles qui servent l'intérêt général. Que ce ne sont pas forcément les mieux gratifiés les plus utiles à la Nation.

Nous demandons donc, que soit mis fin au projet de fusions et fermetures de services en lien avec la géographie revisitée et que soit abandonné le plan Darmanin ainsi que le nouveau « réseau de proximité » qui l'accompagne.

Nous demandons que soit retirée l'ordonnance visant au retrait de jour de congé et RTT pour compenser le confinement imposé aux agents. La culpabilisation des fonctionnaires doit cesser. Nous payons le tribut des politiques d'austérité depuis plus de 10 ans par le gel du point d'indice, la dégradation de nos conditions de travail et les mobilités forcées.

La CGT Finances Publiques de l'Aisne demande à être écoutée et entendue. Une autre voie doit être prise que celle suivie depuis maintenant deux décennies.

« Plus rien ne sera comme avant », nous l'espérons.

« Nous connaissons des jours heureux », uniquement si l'on change de logiciel de pensée.

La CGT Finances Publiques de l'Aisne